



Aux prémices d'une crise dont la brutalité s'annonce d'une rare intensité pour les salariés de France et d'Europe, s'ouvre une période politique marquée par 4 congrès successifs des principaux partis de gauche de notre pays, avec celui du PS pour débiter. Avec la faillite d'un système capitaliste basé sur des théories libérales amplifiées par la politique de Nicolas Sarkozy, c'est à la gauche d'apporter des réponses aux plans sociaux, aux licenciements, aux délocalisations, aux chutes de pouvoir d'achat, aux dégradations des conditions de travail, à la relégation sociale, aux reculs des services publics.

Encore faut-il que la gauche française s'en donne les moyens. Elle doit prendre ses distances par rapport aux orientations sociales-démocrates. Partout, cela a conduit à des désastres électoraux, faute de n'avoir pu répondre aux dégradations des conditions de vie des salariés. Lorsque la sociale démocratie dirige encore, elle le fait la plupart du temps avec la droite (comme en Allemagne), démonstration qu'elle voit le capitalisme comme un horizon indépassable. Seule la gauche sud américaine échappe encore à ce constat. Ayant été un laboratoire des politiques libérales, ce continent a le 1er été touché par la crise, et a pu mesurer l'inefficacité des sociaux démocrates à protéger les peuples.

Jeudi 6 novembre, les militants socialistes seront les premiers à montrer leur volonté d'avoir un parti bâti pour protéger les salariés, les chômeurs, les retraités, les enfants, les familles dans ce contexte de crise économique, écologique, sociale et politique. La responsabilité du Parti Socialiste est donc grande : il doit assurer qu'il sera le fer de lance de l'opposition qui résiste au démantèlement des services publics, à l'injustice fiscale ainsi qu'à la poursuite de la dérégulation sociale : retraite à 70 ans, démolition du code du travail.

Plus encore, il doit montrer une voie nouvelle, tournant le dos aux recettes anciennes et dépassées que prônent la droite, et qui ont amené le monde dans la régression sociale, dans un désastre écologique et dans une période de conflits entre nations. Il faut donc d'abord changer le Parti Socialiste, qui reste la principale force de gauche dans notre pays. Mais son

leadership est fragile, il tient aujourd'hui plus au vote utile qu'à une orientation, une stratégie et une méthode reconnues pour transformer les choses. Cela explique aussi sans doute les multiples défaites électorales qu'il a connu ces dernières années, le peuple ne reconnaissant plus en lui l'outil protecteur qu'il est censé incarner.

On ne peut plus se contenter d'un PS qui tergiverse, qui est flou dans ses orientations voire apporte parfois carrément son soutien à Nicolas Sarkozy, comme lors du funeste épisode du traité de Lisbonne. Ce n'est pas un parti de gauche comme ça dont les Français ont besoin. Ils ont besoin d'un parti qui offre une boussole dans ce monde désorienté, qui n'attire pas les électeurs uniquement parce que c'est le seul recours contre le chaos libéral. Il doit être porteur d'une véritable alternative, faite de propositions claires et de rupture avec le système actuel.

La crise ordonne d'être courageux, unitaires et rassembleurs autant qu'elle offre la possibilité de porter de façon radicale et crédible cette alternative. Les analyses, comme les solutions portées par l'aile gauche du PS sont le point d'appui d'une politique qui conduit à l'émancipation et au bien être du peuple. Il faut vite engager ce processus pour que les élections européennes, régionales et présidentielles soient des rendez-vous où la gauche renoue avec la confiance populaire. Des victoires électorales n'auraient un véritable sens que parce qu'une politique progressiste est mise en œuvre. Toute la gauche, dans sa diversité, retrouverait sa fonction de transformation sociale et de redistribution des richesses.

La gauche pourrait alors proposer de garantir un logement à chacun plutôt que voler au secours des promoteurs ; proposer un plan d'urgence sociale pour obliger le gouvernement à mobiliser les moyens d'amortir les conséquences immédiates de la crise ; suspendre la privatisation de la Poste et créer un pôle financier public pérenne ; lutter efficacement contre les délocalisations ; interdire des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits, baisser de façon ciblée la TVA ; augmenter les minima sociaux ; créer un bouclier logement. Ce véritable bouclier social doit être financé par la suppression immédiate du bouclier fiscal.

Après 22 ans d'engagement au Parti Socialiste, ce n'est pas la force de l'habitude qui fait que j'y milite encore. C'est la conviction qu'il peut être encore le bon outil pour mettre en œuvre les propositions ci-dessus. Même si j'avoue que cette conviction a maintes fois chancelée ces dernières années. Je n'aimerais pas avoir à dire au sortir du congrès du PS, encore une fois : "dorénavant, c'est comme auparavant".